

actuel

N°100 du 25 juin au 1^{er} juillet 2011 - 15 DH- 3 €

المغرب

Nezha Lahaïchi

PDG de la Smaex

Indignation **On oublie les droits économiques et sociaux**

Ce qui m'indigne le plus est tout ce qui peut porter atteinte à la dignité humaine: le chômage, la pauvreté...

L'activité, quelle que soit sa forme, n'est pas seulement source de subsistance mais aussi un moyen de socialisation qui permet de structurer l'individu et d'assurer son épanouissement. La richesse d'un pays n'a aucun sens si la pauvreté de sa population persiste ! Avec la nouvelle Constitution, les droits politiques et la citoyenneté sont acquis, il reste à parfaire les droits économiques, sociaux et culturels pour une émancipation complète de la personne. Il s'agit en premier lieu du droit au travail et à l'activité, avec des revenus décentés, et une protection sociale à même d'assurer la sérénité nécessaire à une bonne productivité de tous les citoyens.



Solution **Une vraie politique de redistribution**

Il faut partager les revenus, et les raisons sont tant sociales qu'économiques puisque la consommation reste le principal moteur de la croissance. La crise vient d'illustrer, s'il en était besoin, qu'il faut « plus et mieux d'Etat », et que le marché est myope et ne peut régler à lui seul les questions économiques et encore moins sociales. Il faut donc une politique de redistribution qui s'appuie sur des interventions indirectes à travers les dépenses publiques, et directes à travers des transferts ciblés. Plusieurs études tendent à démontrer que la croissance dans une société égalitaire serait supérieure à celle d'une société inégalitaire. D'où l'importance accordée à la classe moyenne, et son rôle central dans les politiques de développement. ■